

LA SECTION LOCALE
reçue à BERCY

Démarche stratégique:
**Alerte Rouge
sur la REUNION**

Edition Septembre 2013

SYNDICAT NATIONAL
Solidaires
Finances
Publiques

Ti Coq Bataill'



**LA DRFIP
EN CHANTIER ?!!**



Site web: www.solidairesfinancespubliques.fr/reunion/
Contact: solidairesfinancespubliques.drifp974@dgifp.finances.gouv.fr

Bonjour,

Les mouvements de mutation sont tombés avec des grincements de dents pour certains et des soulagements pour peu d'élus. L'entrevue de Pascal Valiamin avec Mr Perrin, responsable des RH à Paris, a permis à au moins deux collègues promus récemment en cadre B de rentrer sur le Département en plus de la dotation prévue par le mouvement initial. Dans la même dynamique, il a été annoncé que le mouvement complémentaire du cadre C du 1er janvier 2014 serait abondé pour notre département. Dans l'immédiat je souhaite une bonne installation à tous ceux qui ont et/ou vont changer de poste au 1er Septembre 2013.

Le 11 Juillet nous avons été reçus par Mr Lamiot, Directeur du secrétariat Général du ministère à Bercy, pour défendre la création d'un centre EPAF sur le site du Camp des Finances.

La décision tombera en Octobre.

Pendant les vacances scolaires, les travaux immobiliers de la DRFiP se sont précisés pour St Paul et Le Port et d'autres, comme ceux de Champ Fleuri ont avancés. Certaines de nos interventions ont mûri dans le bon sens. Effectivement, lors des CTL de Mai 2013, Solidaires Finances Publiques avait fortement interpellé la DRFiP sur l'absence de prise en compte du risque fort d'inondation du site de Champ Fleuri, situé en zone rouge, et ce dans le cadre de l'instruction du Permis de Construire pour la rénovation du bâtiment. La DRFiP a décidé de prendre en considération ce risque d'inondation par la mise en place d'un plan de prévention qui sera présenté au CHSCT du 29 Août 2013.

Si Solidaires Finances Publiques Réunion maintient le fait que ce projet (SIP de St-Denis) est sous dimensionné par rapport au regroupement des services importants en agents et en terme d'accueil du public, on peut tout de même se satisfaire de la prise en compte officielle de tous les risques (autres que les conditions de travail) qui sont susceptibles de se produire sur ce site.

Cette rentrée sera marquée dès le 10 Septembre par une action pour défendre nos retraites et c'est ensemble que nous devons refuser un nouveau recul social.

Eric METRO

Sommaire:

- **Info / Intox**
- **La section locale reçue à Bercy**
- **Brèves**
- **Démarche stratégique: Alerte Rouge sur la Réunion**
- **Un peu d'histoire: La " Sal' Vert' "**
- **Une équipe à votre service**

Info

Intox

Ça bouge dans les organisations syndicales de la DRFiP

Le 1er mars 2013, Pascal Valiamin, secrétaire de Solidaires Finances Publiques depuis 2006, a passé le témoin à Stéphane Clain. Pour des raisons personnelles, ce dernier a démissionné le 26 mars. Il a été remplacé par Eric Metro. A titre d'info, Abdallah Boina est le secrétaire de Solidaires Finances Publiques de Mayotte. Pascal Valiamin et Eric Metro sont les administrateurs régionaux de la région Océan Indien.

Dany Gicquiaud a intégré le CHSCT ; Anna Michel a remplacé Stéphane Clain dans la CAP B pendant que Jimmy Manikom succédait à Alain Bensaad (promu) dans la CAP A. Jean-Marie Kbidi, secrétaire de FO depuis de longues années a laissé sa place à un nouveau venu, David Jubin. La CGTR a connu plusieurs changements tant au niveau du CT que des CAP.

INDEXATION

" Suite à l'article paru dans le JIR, une petite précision sur l'indexation DOM; Son taux est calculé en fonction du taux de cotisations salariales CNRACL . Ce dernier ayant augmenté en janvier 2013 , le taux d'indexation a légèrement baissé , passant de 1.272 à 1.263 . Toutes les cotisations salariales de retraite ont augmenté cette année , tant au niveau du secteur privé que des Fonctions Publiques. Il y a fort à parier que ces prélèvements obligatoires vont poursuivre leur ascension dans les années et les mois à venir . L'existence de l'indexation DOM n'est pas remis en cause, mais sa baisse résulte de l'application mathématique due à sa formule de calcul . Le sujet est plus sensible dans les collectivités locales , car certaines primes et indemnités sont indexées depuis plusieurs années à tort. A rappeler tout de même, que, bien que l'indexation ne repose sur aucun fondement légal mais sur une pratique continue depuis de longues années , nous resterons vigilants quant au devenir de cet acquis. "

BERCY

Audience avec M.Perrin, Directeur des ressources humaines à la DG.

La région Océan Indien (Réunion/Mayotte) de Solidaires Finances Publiques a été reçue hier le 19 juin à Bercy par Hugues Perrin, Directeur des Ressources Humaines, Madame Gontard, sous-directrice de l'encadrement et des relations sociales et Pascal Anoulies, chef de bureau politique sociale et rémunération.

Un dossier regroupant nos alertes au Directeur général, quelques courriers envoyés aux DRFiP de La Réunion et de Mayotte, des articles de presse et des photos montrant la réalité d'un accueil qui n'existe nulle part ailleurs.

Nous avons démontré à nos interlocuteurs que la DGFiP avait une vision très « parisienne » de la situation de La Réunion.

Nous nous sommes efforcés de rendre intelligible la spécificité de notre accueil atypique et pharaonique : situation économique très dégradée, revenus très faibles, taux d'illettrisme important, importance du contentieux liée à un rythme irraisonné dans la chaîne de travail, fracture numérique, paiement en numéraire et en plusieurs fois, poursuites, ATD et OTD de masse (eu égard au nombre de comptes débiteurs particulièrement important) dans certains postes comptables zélés, impôts locaux importants,...etc. Par certaines actions ou inactions, l'administration entretient donc ce phénomène d'accueil qui devient angoissant, stressant, voire dangereux pour les agents.

Le taux de croissance démographique important et les indicateurs socio-économiques inquiétants sont de nature à rendre durable nos difficultés actuelles.

Face à nos interlocuteurs, nous avons également rappelé nos manquements vis-à-vis des collectivités locales tant à l'assiette (bases) qu'au recouvrement et à l'expertise.

Si l'accueil est la partie immergée de l'iceberg, nous avons répété inlassablement la même chose : toute la chaîne de travail de la DRFiP de La Réunion est impactée par le sous-effectif de l'ensemble des services !



A cause d'un manque de temps (donc de moyens), l'administration n'est plus en mesure d'assurer une partie de ses missions et tend à chercher des solutions « border line » pour présenter des malheureux indicateurs !

Nous avons également rappelé à M.Perrin que les suppressions d'emplois ont pour conséquence immédiate le blocage des mutations dans un département distant de 10 000 km de la métropole. Ce blocage entraîne de facto des séparations douloureuses. Dans un premier temps, il lui a été demandé de desserrer rapidement l'étau lors des prochains mouvements de mutation !

Ce rendez-vous a été aussi l'occasion de rappeler à la Direction générale la nécessité de créer un CIF (Centre Interrégional de Formation). L'océan indien ne doit pas se contenter d'un ersatz, à savoir une antenne à l'autonomie limitée. Le besoin de formation de nos camarades mahorais doit être l'occasion de se doter de cet outil.

Conséquences et résultats de cette audience à Bercy :

Obtenir une audience à Bercy auprès d'un responsable tel que M.Perrin, Directeur des Ressources Humaines à la Direction générale est déjà une reconnaissance réelle de nos énormes difficultés tant à La Réunion qu'à Mayotte.

Les sections de Solidaires Finances Publiques de La Réunion et de Mayotte sont parties au bout de leur démarche et ont porté au plus haut niveau de la DG les revendications des agents qu'elles portent déjà au quotidien dans leurs départements respectifs.

Nous attendons donc des gestes forts sur l'ensemble des sujets évoqués. C'est à la DG de prendre ses responsabilités maintenant ! Dans le cas contraire, ce sera aux agents de se mobiliser sous toutes les formes possibles et imaginables !

D'ores et déjà, notre action a permis de desserrer le mouvement définitif B du mois de juillet.

Audience avec M.Lamiot, secrétaire général du Ministère

La Région Océan Indien de Solidaires Finances Publiques a été reçue par M. Lamiot et Mme Fejoz, son adjointe. Le but de cette audience a été de démontrer l'intérêt de la création d'un centre EPAF à la Réunion en lieu et place de l'ex Camp des Finances.

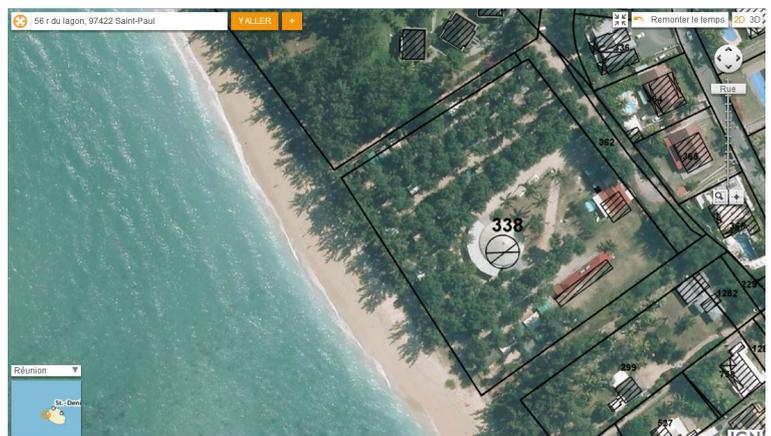
Trois points importants ont été évoqués :

- La date butoir du 31 décembre 2013 pour signer avec France Domaine un engagement d'occupation du site pour l'action sociale du ministère des Finances.
- La pétition signée par une grande majorité des agents, ayant droit à l'action sociale dans notre département, demandant la création d'un centre EPAF à la Réunion pour palier au problème de la continuité territoriale.
- Les contraintes et les atouts du site.

Les deux premiers points ayant été clairement exposés et entendus par Monsieur LAMIOT qui reconnaît de fait le droit à l'accès à l'action sociale de proximité pour les agents en poste dans la zone Océan Indien, nous avons surtout évoqué les contraintes et les atouts du site du Camp des Finances de la Saline les Bains.

À l'évocation du blocage du dossier pour cause de présence de « récalcitrants » sur le site, Mr LAMIOT, fort étonné, nous a bien confirmé que cette situation n'était pas un frein au montage d'un projet sur le site dans la mesure où juridiquement et légalement l'expulsion de tout contrevenant est réalisable et non insurmontable.

À l'évocation de la situation juridique du terrain et du PPRN s'y appliquant, nous avons apporté tous les éléments démontrant que contrairement au projet de 1992 sur la création d'un centre similaire par l'administration, la mairie de St-Paul ne pouvait plus nous opposer un classement en zone non urbanisable. Nous avons, certes, des contraintes liées au risque inondation ...



... mais pas pour l'ensemble de la parcelle. La création d'un centre EPAF pour une vingtaine de construction légère est donc possible aujourd'hui.

Sans rentrer dans les détails, cette audience nous a permis d'exposer en direct les atouts exceptionnels du site, la motivation et le besoin de créer un centre EPAF, très attendu par les agents du département. Nous avons balayé du même coup certains « ladi lafé » qui ont desservi le projet jusqu'à présent. Monsieur LAMIOT et Mme FEJOZ nous ont remerciés pour nos réponses franches à leurs questions et surtout pour l'éclairage sur la pression immobilière qui entoure ce dossier. (Mairie et secteur marchand pour des projets touristiques et hôteliers de standing sur ce secteur géographique).

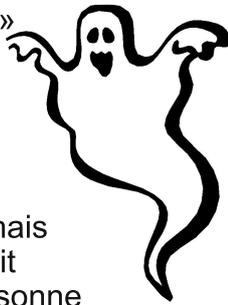
Que retenir de cette audience :

Une vraie prise en considération de Monsieur LAMIOT de la situation et de la demande des agents en poste dans l'océan indien pour la création d'un centre EPAF à la Réunion, sur le site exceptionnel du camp des Finances.

Monsieur LAMIOT nous a affirmé que le dossier sera tranché en Octobre et ce dans un contexte de restriction budgétaire général qui à ce jour serait le seul vrai frein à la création d'un centre EPAF à la Réunion.

Zone 51

Dans une « grande trésorerie » du chef-lieu, là où l'entente, la solidarité et l'empathie dominaient, régnait (ou plutôt dormait) un fantôme. Arrivé très discrètement dans cette bâtisse, il n'a rien vu, il n'a jamais rien entendu, ni vaincu. Il serait parti sous d'autres cieux ! Personne ne sait...est-il encore là, blotti dans un recoin de ces vieux et craquants appartements datant du 19ème siècle. Tels les ovnis de la mystérieuse Zone 51 du Nevada, on se posera la question pour des générations :



A-t-il réellement existé ?

Ce n'est quand même pas compliqué de saluer et de dire au revoir aux femmes et aux hommes avec lesquels on a travaillé !

BREVES

Futura et ses « commodités » féodales

Technique de management pour éviter que les agents perdent du temps ? Expérience épidémiologique ? Délinquants en col blanc qui jouerait à Orange mécanique dans les locaux ? Propriétaire qui se fiche complètement de l'hygiène de ses locaux alors qu'ils sont loués une petite fortune depuis des années ?

Cela fait plusieurs fois que Solidaires Finances Publiques intervient afin d'offrir des conditions décentes (nettoyage, remise en état des sanitaires,...) aux collègues de Futura. Après quelques essais infructueux, nous avons donc décidé de faire des photos afin de les publier. Miracle ! Une escouade venue de la direction et d'un service de nettoyage ont réglé le problème en quelques heures.

WC (suite)

Les utilisateurs des WC de la rue Amiral Lacaze subissent une affiche signée du préposé des chasses d'eau. Pêle-mêle de cette prose : acrobaties entre personnes, odeurs, présence d'activités para normale,... Ce sont bien entendu les acrobaties supposées ou réelles entre plusieurs personnes qui ont retenu notre attention. Au prochain CHS, Solidaires demandera l'aménagement en urgence d'une pièce insonorisée et solide afin que les activités extra-professionnelles (encore que !!!) se déroulent dans de bonnes conditions. L'état des WC de Lacaze en dépend !



Ce WC a été réparé une nouvelle fois.

Afin que la réparation dure quelques temps... il convient d'utiliser **doucement** le bouton de la chasse d'eau, inutile d'appuyer à fond il risque de se bloquer.

Egalement merci de :

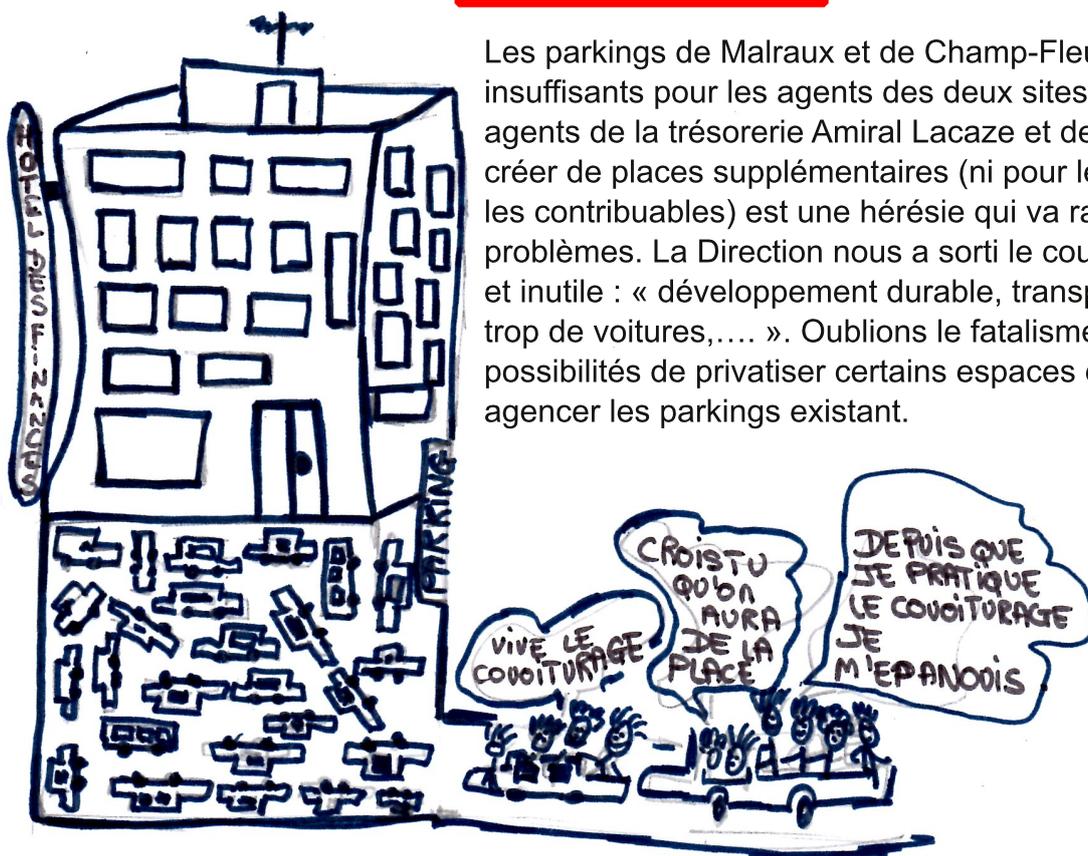
- ne pas utiliser à plusieurs ce local en même temps
- ne pas faire d'acrobaties sur le siège, il ne résistera pas
- signaler toute activité suspecte de Poltergeists qui semblent être responsables des dégradations passées
- éteindre les lumières après votre passage
- fermer les portes pour ménager la vision des agents des bureaux en face
- d'aérer le local, éventuellement un petit coup de désodorisant pour le confort de votre successeur

Toute suggestion est la bienvenue

Le préposé des chasses d'eau

Na pu la place !

Les parkings de Malraux et de Champ-Fleuri sont déjà insuffisants pour les agents des deux sites. Rajouter les agents de la trésorerie Amiral Lacaze et de Futura sans créer de places supplémentaires (ni pour les agents, ni pour les contribuables) est une hérésie qui va rapidement poser problèmes. La Direction nous a sorti le couplet opportuniste et inutile : « développement durable, transports collectifs, trop de voitures,.... ». Oublions le fatalisme car il y a des possibilités de privatiser certains espaces et de mieux agencer les parkings existant.



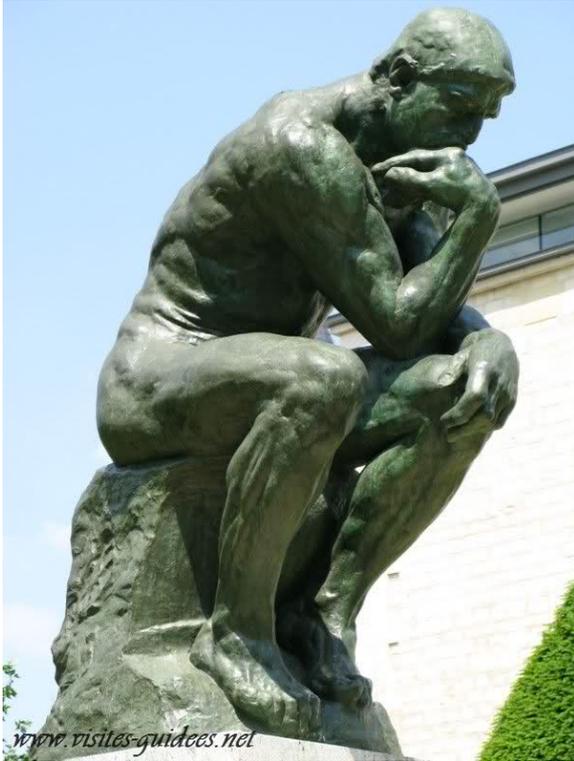
Faux-semblant



SIP de Saint-Paul...fin des travaux en décembre 2010 !
Août 2013...toujours pas de peintures dans certains couloirs et escaliers utilisés par nos collègues !
Bien qu'embouteillée, la vitrine est clinquante pendant que l'arrière-boutique trinque ! C'est toute l'histoire de nos services.



N'est pas moraliste qui veut !



Un échange de mails entre deux « éminents » chefs de service du département ont attiré notre attention. En prétextant le consentement à l'impôt, la contribution de l'ensemble des citoyens aux budgets nationaux et locaux, les conditions de travail, ils envoient des flèches venimeuses sur la société réunionnaise avec ses clichés habituels : on ne veut pas payer d'impôt, assistanat, ... Tout n'est pas si simple dans cette société post colonial et issue de l'esclavage. Des problèmes demeurent, des efforts doivent être faits, peut-être même mieux appréhender certains devoirs. Mais La Réunion, ce n'est pas que ça, La Réunion, c'est un dynamisme économique, c'est une partie de sa jeunesse hyper diplômée, compétente et qui n'accède pas toujours à des postes à responsabilité, des droits qui ne sont pas toujours appliqués... Donc, entendre des surrémunérés, indexés (à un niveau de rémunération très élevé les concernant) et qui ont un abattement de 30% sur leur impôt, vouloir refouler l'entrée des Centres des Finances Publiques à des personnes

aux bénéficiaires des minimas sociaux en laissant entendre qu'ils sont des tricheurs, c'est vraiment minable ! Vu leur droiture morale, ils devraient reverser leur majoration et indexation au budget de la Nation.

Le plus marrant dans l'histoire, c'est qu'ils s'opposent à une directive de la Direction !

Tract (suite)

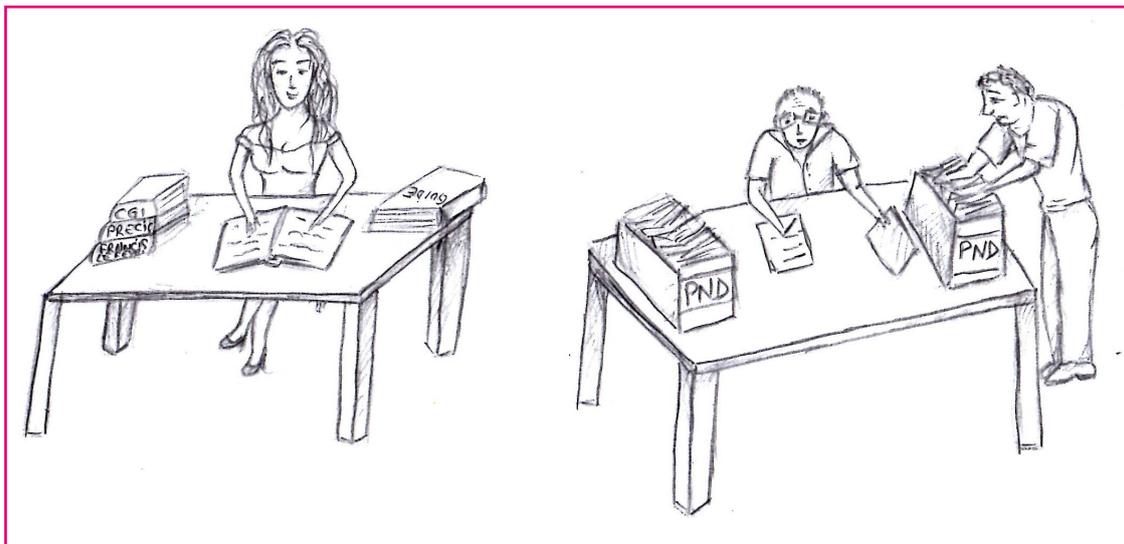
Dans le dernier numéro du Ti coq, nous vous faisons part d'un tract débile et haineux nous concernant. Officiellement, les auteurs anonymes et lâches de ce torchon ne sont pas connus. Officieusement, nous les connaissons bien entendu...et ils ont fait ce qu'ils ont toujours su faire, écrire des saletés !

Un tract non anonyme et signé de FO a fait son apparition en laissant entendre que le monde entier (excepté eux !!!) avait abandonné le camping des finances et que certaines O.S (nous, en l'espèce) perdaient leur temps en conjectures farfelues lors des réunions avec l'administration. Inepties ! C'est l'ATSCAF fédéral aidé par le président de l'ATSCAF Réunion de l'époque qui a lâchement abandonné cette structure. Sur ce combat, seuls la CGTR et **Solidaires Finances Publiques** ont porté le débat au niveau national. D'ailleurs Eric Métro a été reçu au ministère par le Secrétaire général, M. Lamiot. Solidaires a pu rétablir certaines vérités et tordre le coup aux bêtises des uns et des autres qui ont fait beaucoup de tort au dossier. Est-ce suffisant ? L'avenir nous le dira rapidement car il nous a promis une réponse rapidement.

Même si les combats sont difficiles et ingrats, Solidaires considère qu'il vaut mieux se battre que de « vey la kok » en étant soumis à l'administration.

Promotion

Campagne d'Impôt sur le Revenu à Saint-Pierre : une auxiliaire toute jeune, belle et sûrement compétente vient aider l'équipe de Saint-Pierre composée d'agents fortement expérimentés. Très rapidement, cette jeune demoiselle se retrouve à la réception téléphonique en lieu et place des agents pendant que ces derniers distribuaient des documents. Il est vrai qu'il n'existe pas de sot travail, mais de là, à aboutir à ce genre de bêtises, il y a des pas que certains franchissent allégrement. Chacun fait ce qu'il peut avec ses valeurs !



Avec aplomb !!!



Faux plafonds, spacieux, clair, des rideaux discrets, et une très jolie porte, notre nouveau local à Champ-Fleuri vous accueille.. « Mais pourquoi eux ? » ont dit certains, les lèvres pincées, « mais quand même !!! » ont dit d'autres, le regard assassin...Il s'agit de matériaux de récupération, a répondu la Direction. La jalousie est vraiment un vilain défaut ; et le ridicule ne tue pas, enfin pas encore !

Pour la petite histoire, sachez que FO et l'ex SNADGI CGTR n'ont pas de local à Champ-fleuri car ils avaient choisi de s'installer à Saint-Pierre et à Saint-Benoît.



Démarche stratégique

Au-delà des alternances politiques, le concept de « réforme de l'Etat » s'inscrit depuis plus de 20 ans dans la durée. Les sigles illustrant sa mise en œuvre se succèdent, mais sans réel changement d'orientation, notamment au sein de « Bercy ». Après l'échec de la RGPP (Révision Générale des Politiques Publiques), voici venu la MAP (Modernisation d'Action Publique) qui s'inscrit fortement dans un contexte de rigueur. Comme la RGPP, ses conséquences sur les conditions de travail et le pouvoir d'achat des agents d'une part, et sur la qualité des missions d'autre part, risquent en effet d'être les mêmes. Structurée par la MAP, la démarche stratégique n'est qu'un outil pour mettre en œuvre une politique de restructurations et d'abandon de missions, basée sur des suppressions d'emplois. La communication excessive et illusoire du Directeur général, Bruno Bézard n'est qu'un leurre pour amuser ceux qui veulent bien croire à ces mirages !

Cette démarche stratégique se déclinerait en 160 actions et s'appuie sur la volonté de créer une administration numérique de référence. Ces mesures dessinent à l'horizon 2016, une DGFIP régionalisée, resserrée et fortement déconcentrée. Les évolutions profondes qu'elles vont générer préparent une mise sous tutelle préfectorale inspirée du modèle de la Réate (réforme administrative et territoriale de l'Etat), qui cadre parfaitement avec la nouvelle étape de décentralisation en cours et avec les travaux menés à la Fonction publique en matière de carrière et de mobilité.

Les conséquences pour les agents risquent fort d'être catastrophiques : recrutements, promotions, statuts particuliers sont sur la sellette !

Les logiques de concentration et d'industrialisation finalisent le rétrécissement du réseau. Le maillage territorial est de fait en danger. Ce qui nous est présenté n'est ni plus, ni moins qu'une vitrine.

En prônant le numérique à l'extrême, la DGFIP prépare le « désaccueil » en voulant désintoxiquer le contribuable du guichet. Comme notre Directeur général est un vrai marrant, il prône même le soutien du réseau des CAF (alors qu'ils sont déjà exsangues !) pour s'occuper des publics fragiles et défavorisés.

Dans une période où les dépenses engagées exigeraient des contrôles rigoureux, les choix vont à l'inverse en les réduisant encore (CHD, contrôle allégé en partenariat,...). Concernant les missions et les structures, c'est la grande lessive. Par exemple, la fin des trésoreries mixtes est actée en rattachant le recouvrement des impôts des particuliers aux SIP. Des SIE vont fusionner tout en étant vidés d'une partie de leur substance. Le nouveau credo : identifier les missions prioritaires et celles qui le sont moins ou pas du tout afin de les externaliser ou de les abandonner.

La Direction générale veut faire jouer un rôle politique majeur au comptable tout en bradant les missions de la DGFIP en matière de collectivités locales.

Concernant La Réunion, cette démarche stratégique va affaiblir encore plus nos missions et les relations avec les contribuables et les ordonnateurs. Dans une île où la fracture numérique est réelle et où le niveau de pauvreté est sans commune mesure avec la métropole, adopter ces mesures, c'est aggraver La Réunion et ses citoyens. Diminuer les heures d'ouverture tout en obligeant la population à utiliser les NTIC, c'est augmenter la pression sur les agents de la DRFiP. Et pour couronner le tout, des suppressions de trésoreries seront peut être actées très rapidement à La Réunion (St Leu, St Joseph, Ste Suzanne, voire St André).

Nous ne sommes qu'au début d'une profonde mutation...il n'est donc pas utile d'aider l'administration à mettre en œuvre cette politique funeste.

Pour plus de détails, allez sur le site national (www.snui.fr) et consultez les derniers Unités sur le sujet (en particulier le numéro hors-série d'août).



Le mot patrimoine vient du latin patrimonium, de pater, le père. Ce mot inclut dans ses racines la notion de transmission, celle d'un bien venant de nos parents.

A La Réunion le patrimoine vient de nos pères et aussi de nos pairs. En effet le patrimoine réunionnais constitue une partie du capital culturel de l'île recelant toutes les influences qui façonnent aujourd'hui notre société.

Chaque Réunionnais tient une partie de son patrimoine de ses ancêtres mais aussi des différentes influences ethniques de l'île. Il existe ainsi un schéma traditionnel réunionnais d'appropriation, de transformation et de diffusion.

Pour illustrer ce schéma, prenons l'exemple de la sal'vert'.

Des origines diverses venant d'Europe et d'Inde

En France, des traces écrites relatives à des salles vertes désignent « un réduit entouré de charmilles épaisses ou d'arbrisseaux serrés, et qui a d'ordinaire la dimension d'un salon de compagnie » (1). Elle sert vraisemblablement au repos, à la détente et revêt un caractère d'immobilité, de construction permanente.

En Inde on parle de pandèl, « espace clôt par un toit, pavillon provisoire érigé sur quatre piliers pour les besoins de certaines cérémonies religieuses ou de mariages » (2). La fonction du pandèl indien n'est pas la même que la salle verte française. Le pandèl est un temple en miniature et son recours s'exerce dans un contexte plus sacré. De plus il possède au contraire de la salle verte un caractère non permanent.

Les traces à La Réunion

Le propriétaire terrien DE LESCOUBLE nous en parle une première fois : « nous avons eu fréquemment de la pluie ces deux derniers mois et plus particulièrement la veille et le jour du mariage. Heureusement l'après-midi en fut exempt. Autrement le repas de noces eut été bien trempé, étant préparé sous une salle verte. » (3)

En 1858, Le COURT décrit une fête indienne se déroulant sur un grand domaine sucrier : « depuis 8 jours, pendant lesquels les futurs officiants ne se nourrissent que d'eau de coco...sur un des coins de l'habitation s'élève une espèce de pagode faite de tiges de bambou et de feuilles de cocotier » (4).

La littérature locale offre aussi des traces de salle verte, Marius et Ary Leblond nous en parle dans Le Miracle de la Race : « Les demoiselles du cortège ayant déposé sur le lit leurs chapeaux et leurs écharpes, l'on pénétra sous la salle verte ; » (5)

Ces trois descriptions ont en commun leur contexte festif dans le cas du premier et du troisième témoignage, cérémoniel et religieux dans le cas du deuxième.

Essai d'interprétation

Au vu des trois extraits précités, il semble que les auteurs tentent de décrire une unité architecturale proche du pandèl indien. Les réalisations indiennes ont voulu être décrites et pour cela il fallait dans la langue française piocher dans le registre lexical pour tenter d'expliquer un phénomène que l'on découvre pour la 1ère fois. En voyant un pandèl il se manifeste le réflexe de le décrire aux autres avec des mots désignant un élément similaire.

(1) Littré, dictionnaire du XIXème siècle, p.1812. Le terme de salle de verdure est aussi usité.

(2) FREDERIC Louis, Dictionnaire de la Civilisation Indienne, Robert LAFFONT, Paris 1987

(3) DE LESCOUBLE Jean-Baptiste Renoyal, Journal d'un Colon de l'île Bourbon 1826-1830, L'Harmattan Edition du Tramail, 1990, 1500 p.

(4) MARIMOUTOU Michèle, Les Engagés du Sucre, L'Harmattan-Edition du Tramail, Saint-Denis, 1989, 261 p.

(5) LEBLOND Marius-Ary, Le Miracle de la Race, Albin Michel, Paris 1949, 317 p.



Par ailleurs, la salle verte (sal'vert') n'est pas l'apanage d'une seule fraction de la population réunionnaise. Ainsi l'usage d'une salle verte s'est généralisé à La Réunion et on la retrouve aussi dans des milieux non indiens. Comment expliquer cette diffusion ? La première raison possible réside dans le processus d'imitation : observation d'une structure végétale dans un espace temps sacré et festif par des personnes extérieures et désir de reproduction de cette unité dans un espace temps propre aux observateurs selon leurs valeurs. Elle aurait alors permis de répondre à un besoin, celui de palier l'absence de salles polyvalentes ou de cabarets, de lieux de fêtes. Cette structure prenant alors une fonction toute indiquée.

Une autre raison peut être mise en exergue : le métissage. Le métissage est un élément primordial de circulations des valeurs et des savoirs. Le savoir-faire concernant la salle verte s'est transmis de génération en génération et sa fonction tout d'abord réservée à l'espace temps profane au fur et à mesure de sa diffusion vers d'autres composantes de la population réunionnaise.

De plus le processus d'appropriation, transformation, diffusion est un schéma traditionnel réunionnais. Le pandèl indien et la salle verte européenne ont fusionné sur notre île pour donner une sal'vert' à typologie variée. Chez les descendants d'indiens, le pandèl de nos jours s'inscrit encore dans un usage sacré utilisé pour des rituels. Les utilisations dans d'autres composantes de la population de la sal'vert' sont pour des usages plus profanes : lieu de fête post-mariage, post-baptême... Mais il y a un prolongement de l'espace temps sacré entre l'église et la sal'vert'. Il s'agit d'un espace-temps intermédiaire entre le sacrement et les réjouissances de la fête.

La sal'vert' réunionnaise montre un exemple flagrant du carrefour de civilisations, de patrimoine et de culture que représente La Réunion. Ce département a su intégrer dans un circuit mêlant à la fois le sacré et le profane une unité architecturale à la fois européenne et indienne.

Rappel de l'agenda:
Les CAPL de notation auront lieu à partir du 23 Septembre 2013.



Section de la Réunion

Contact: solidairesfinancespubliques.drifip974@dgfip.finances.gouv.fr

Fonction	Nom/Prénom	Mandat(s)	Adresse	Téléphone
Secrétaire	METRO Eric	CTL / CHSCT	SIP de St-Pierre	0692 09 64 65
Secrétaire(s) adjoint	BILLARD Magali METRO Béatrice MANIKOM Jimmy VALIAMIN Pascal	CAPL / CTL CAPL / CDAS / CTL CHSCT / CTL / CAPL CAPL / CTL / CHSCT	CHR St-Denis SIE St-Pierre Le Port - Trésorerie CDI St-Denis Est	0692 27 71 61 0692 07 46 42 0692 44 04 01 0692 23 53 94
Trésorier	LAI KING Jean-François	CAPL / CDAS / CTL	Trésorerie St-Leu	0692 01 38 83
Trésorier adjoint	TAFILET Valérie	-	DRFiP Malraux	
Membres du bureau	ANDINAIK Jean-Albert ANTIER Antoine ARTHUR Marie Reine ASSANY Christine ATCHAMA Jimmy CAVILLOT Jocelyn CERIEZ Georgette CHAN ASHING Gaby DALLEAU Brigitte GIQUIAUD Dany GIVRAN Laurence JEGOU Jean-Jacques MICHEL Anna LE BON Didier MAUREE Jacques METRO Alain ROBERT Yolande VALIAMIN Peggy	CAPL / CTL - CHSCT - CAPL CDAS/ CTL/ SOLIDAIRES CAPL / CTL - CDAS CHSCT CAPL / CDAS CAPL CHSCT - - - CAPL -	St-Pierre - SIE St-Pierre Tres. Mun St-Denis - Lacaze St-Paul - SIP St-Denis Est St-Paul - BVG St-Pierre - BVG St-Benoît - Accueil St-Denis Est St-Denis - Lacaze St-Pierre - SIP St-Pierre - CH St-Paul - SIP St-Paul Tres. Mun St-Paul - SIP Rec St-Pierre - SIP St-Pierre - SIE St-Denis Est - SIE	0692 60 04 28

Les Correspondants (militants autres que les membres de bureau)

Résidence	Nom/Prénom	Service
Saint André	CHARRIER Marie-Christine	Trésorerie
Saint Benoît	MICHALLAT Jean-Paul	SIE-SIP
Saint Benoît	VELLIN Rose Méry	Trésorerie Municipale et Hospitalière
Saint Denis	BERTHELOT Franck	Trésorerie Recouvrement
Saint Denis	TURPIN Gérald	Paierie Départementale
Saint Denis	WEINBERG Marianne	CHR
Saint Denis Est	ISAMBERT Jean-Marc	SIE
Saint Denis Est	JUE Florence	CDI
Saint Denis Malraux	EHNIS Daniel	DRFiP - Domaines
Saint Denis Malraux	SHARRE Marie-José	DRFiP - Liaisons Rémunérations
Saint Denis Malraux	TECHER Jean-François	ESI
Saint Denis Malraux	TREMBLIN André	DRFiP - Accueil
Saint Denis Ouest	ARTHEMISE Georges	SPF (ex CH)
Saint Denis Ouest	BIDOIS Margaret	PRS
Saint Denis Ouest	DOMINGE Rolland	CDIF
Saint Denis Ouest	MAILLOT Magali	CDIF - Cadastre
Saint Denis Ouest	TETAUD Chantal	SPF (ex CH)
Saint Louis	APAYA Corinne	Trésorerie
Saint Paul	GALMAR Philippe	SIP
Saint Pierre	BERGUE Caroline	Trésorerie Municipale
Saint Pierre	POTIN Eddy	CHR